

LA SNET

Revue de Presse

lundi 05 janvier 2009

S O M M A I R E

lundi 05 janvier 2009

SNET/EON

Conflit de gaz: la Russie cherche de nouvelles voies de transit de l'énergie Agence France Presse Fil Eco .- 04/01/2009	1
Conflit gazier Russie/Ukraine: pas de rupture des livraisons en Suisse Agence France Presse Fil Général .- 02/01/2009	2
Royaume-Uni : Les banquiers se recasent dans l'électricité Enerpresse .- 05/01/2009	3

CONCURRENCE

Consolidation en marche dans l'énergie Les Echos .- 05/01/2009	4
Le marathon d'EDF pour arracher Constellation La Tribune .- 05/01/2009	5
Le réacteur EPR monte en puissance Aujourd'hui en France .- 05/01/2009	7
Energie verte : les majors mieux armées pour 2009 La Tribune .- 05/01/2009	8
Q-Cells sous haute surveillance La Tribune .- 05/01/2009	10
L'autorité italienne de la concurrence a condamné 9 sociétés de distribution de gaz et d'électricité, dont Enel et ENI. Les Echos .- 05/01/2009	11

MARCHE

Energie : "Le nucléaire a conduit à une perversion du système électrique" Libération .- 03/01/2009	12
Les maires et RTE veulent une relation "plus sereine" La Gazette des Communes .- 05/01/2009	14
Energies renouvelables : La feuille de route tracée pour 2020 La Gazette des Communes .- 05/01/2009	15
Diagnostic électrique obligatoire dans les transactions immobilières Enerpresse .- 05/01/2009	16
Crise du gaz : l'Europe en quête d'alternatives Le Figaro .- 05/01/2009	17
Pas d'avancée dans le règlement du conflit gazier entre Kiev et Moscou Les Echos .- 05/01/2009	18
La Chine va produire plus de cellules solaires La Tribune .- 05/01/2009	20

ENVIRONNEMENT

La neutralité carbone en question Enjeux - les Échos .- 01/01/2009	21
---	----

S O M M A I R E

lundi 05 janvier 2009

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Iter sort de terre à Cadarache
Aujourd'hui en France .- 05/01/2009

24

SNET/EON



Conflit de gaz: la Russie cherche de nouvelles voies de transit de l'énergie

moscou (RUSSIE, FÉDÉRATION DE), 4 janv. 2009 (AFP) -

Le conflit gazier qui oppose la Russie à l'Ukraine va pousser Moscou à trouver de nouvelles voies d'acheminement de ses exportations d'énergie, à bonne distance des frictions entre l'ex-puissance impériale soviétique et ses anciens vassaux.

Moscou et Kiev s'accusent mutuellement sur la place publique d'être responsables de la coupure de l'approvisionnement de l'Ukraine en gaz naturel russe. Cette dispute, qui affecte les clients situés en aval, illustre de façon flagrante la dépendance de Moscou et de ses clients d'Europe occidentale vis-à-vis d'un gazoduc.

Le différend "ne se contentera pas d'avoir un impact sur les infrastructures d'exportation de gaz" mais il encouragera aussi la Russie à rechercher de nouvelles routes d'exportation pour son pétrole, a estimé un expert basé à Moscou, Valeri Nesterov, de la société d'investissement Troïka Dialog.

"La Russie fera tout pour se donner une plus grande marge de manoeuvre" en construisant de nouvelles infrastructures, a-t-il déclaré.

Depuis que la crise a éclaté avec la coupure de l'approvisionnement en gaz du marché ukrainien dans la matinée du 1er janvier après des négociations infructueuses sur le tarif prévu pour 2009 et sur des arriérés de paiement, les responsables russes multiplient les allusions à des chemins de remplacement tels que le Bélarus, au nord de l'Ukraine.

De telles options sont actuellement limitées mais des projets gigantesques sont en cours pour acheminer les précieuses molécules vers l'Union européenne ou les nouveaux clients asiatiques comme la Chine.

Craignant de dépendre de l'Ukraine ou du Bélarus, la Russie place ses espoirs dans deux tubes sous-marins qui achemineraient du gaz l'un par le nord à travers la mer Baltique vers l'Allemagne et les Pays-Bas, l'autre par la mer Noire vers la Bulgarie, l'Italie et l'Autriche.

Pourtant ces deux projets, Nord Stream et South Stream, ne sont pas la panacée et demandent une diplomatie de tact, qui n'est pas un point fort de Moscou, notent les analystes.

Le projet South Stream, que la Russie développe avec le géant italien ENI, pourrait s'avérer délicat, non seulement parce qu'il passe à travers la zone économique ukrainienne, mais aussi en raison de la concurrence d'autres fournisseurs potentiels de gaz comme l'Egypte et l'Irak, estiment les analystes.

De son côté, Nord Stream, un projet commun du russe Gazprom et des allemands BASF et EON, a été critiqué par la Pologne et les Etats baltes inquiets par son impact éventuel sur l'environnement et qui y voient aussi la volonté de Moscou de contourner des pays particulièrement méfiants à l'égard du Kremlin.

Néanmoins, M. Nesterov voit en Nord Stream le projet ayant le plus de chances d'être achevé au moment où le géant russe du gaz va devoir réduire ses ambitions sous l'effet de la baisse des prix du gaz et du pétrole sur le marché mondial.

"Je crois en l'avenir de ce projet, en dépit des retards", a dit Nesterov.

La construction du gazoduc Nord-Stream doit démarrer en 2009 et s'achever fin 2011.

Chris Weafer, analyste à la banque Uralsib basée à Moscou, constate un pragmatisme croissant parmi les gouvernements des pays européens.

Alors que la crise du gaz russo-ukrainienne de 2006 a poussé les Européens à chercher des voies alternatives de livraisons de gaz pour réduire leur dépendance vis-à-vis de la Russie, "aujourd'hui il y a un sentiment plus fort de pragmatisme, de besoin de travailler ensemble", dit M. Weafer.

D'autres experts restent néanmoins très sceptiques quant à la politique russe du gaz, évoquant l'existence de transactions secrètes et la corruption dans le commerce du gaz avec l'Ukraine.

"Ce qui est vraiment inquiétant pour quelqu'un qui observe les choses depuis Moscou, c'est ce que durant toutes ces années depuis la chute de l'URSS, la Russie n'a pas pu développer une politique sérieuse et de long terme envers l'Ukraine", estime Dmitri Trénine du Centre Carnegie de Moscou.

ENIGAZPROMBASFE.ON

njc-uh-mp/mml

Afp le 04 janv. 09 à 12 33.

Ref : TX-PAR-DNX51.



Conflit gazier Russie/Ukraine: pas de rupture des livraisons en Suisse

Zurich (SUISSE), 2 janv. 2009 (AFP) -

L'approvisionnement en gaz naturel de la Suisse n'est pas affecté par l'arrêt des livraisons de gaz par la Russie à l'Ukraine, a annoncé vendredi l'Association suisse de l'industrie gazière.

"Nous ne serons pas dans une impasse en Suisse (...), les trois quart du gaz naturel utilisés en Suisse proviennent d'Europe occidentale", a indiqué le directeur de Swissgas, Ruedi Rohrbach, dans un communiqué publié sur le site internet de l'association.

La Suisse n'a pas de contrat de livraison direct avec des fournisseurs russes, a-t-il souligné, ajoutant cependant que la part de gaz russe arrivant en Suisse par des fournisseurs occidentaux s'élève à 20%.

Ces fournisseurs disposent d'importantes réserves et peuvent "en cas de défaillance d'une de leurs sources d'approvisionnement (...) livrer des quantités d'appoint en Suisse", a précisé l'association.

La Suisse dépend pour plus de la moitié de son approvisionnement en gaz naturel du numéro un allemand du secteur, EON Ruhrgas, le reste provenant de France, des Pays-Bas, d'Italie et de Norvège.

Les besoins en gaz naturel de la Suisse s'élèvent à moins de 1% de ceux de l'ensemble de l'Union européenne, a indiqué l'association.

La Russie a annoncé jeudi l'arrêt des livraisons de gaz à l'Ukraine après l'échec de négociations entre les compagnies gazières des deux pays. La Russie fournit environ un quart du gaz consommé dans l'UE et compte pour 40% des importations de l'Union, dont la majeure partie passe par l'Ukraine.

ale/cac

Afp le 02 janv. 09 à 10 00.

Ref : TX-PAR-DID51.



Royaume-Uni : Les banquiers se recasent dans l'électricité

Pour eux, le chômage n'aura pas duré. Eux, ce sont les anciens banquiers de la City qui ont perdu leur job à la suite de la banqueroute de Lehman Brothers. Selon GRS, une agence spécialisée dans le recrutement de cadres dirigeants, les «big Six» ont toutes embauché d'anciens banquiers depuis le début le début du mois de septembre. Finalement, la crise aura eu du bon. Devant investir 100 milliards de livres d'ici à 2020, E.ON, EDF Energy, Centrica, ScottishPower, NPower et Scottish & Southern embauchent à tour de bras. Les profils les plus recherchés sont les *risk managers*, les fiscalistes et les traders. Mais, avec les charrettes du secteur bancaire, les hommes en gris ont baissé leurs prétentions. L'an passé, à compétence égale, les énergéticiens britanniques proposaient un salaire de 20% inférieur à celui des banques du temps de leur splendeur. Aujourd'hui, les choses ont changé, explique *The Times*, dans son édition de mardi. Devant attirer de nouveaux talents, les électriciens ont rehaussé leurs salaires de 12% en un an. Les ex-banquiers peuvent donc retrouver un job avec une baisse de rémunération d'à peine 8%. Dur, dur...

CONCURRENCE



Consolidation en marche dans l'énergie

Les champions français de l'énergie EDF et GDF Suez se mettent en ordre de marche pour le réveil du nucléaire.

L'année 2008 restera historique pour le secteur français de l'énergie. A l'issue de vingt-neuf mois de rebondissements, elle a vu enfin se concrétiser la fusion entre GDF et Suez. De son côté, après un début d'année marqué par des déconvenues en Belgique et en Espagne, EDF a signé en l'espace de trois mois deux acquisitions décisives en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. « *Il y a une vraie consolidation en marche* », note un banquier. Le 24 septembre, Pierre Gadonneix, le président d'EDF, annonçait l'achat de British Energy pour plus de 15 milliards d'euros. Après avoir échoué une première fois durant l'été, il s'agit de la plus grosse acquisition jamais réalisée par le groupe. Le 17 décembre, il dévoilait l'achat de la moitié du parc nucléaire de son partenaire américain Constellation pour quelque 4,5 milliards de dollars.

A la barbe du puissant investisseur Warren Buffett, qui avait profité des difficultés de Constellation pour essayer de l'avaler à bon compte.

La naissance du géant mondial GDF Suez et cette percée d'EDF à l'étranger placent les deux groupes en position de leadership pour participer à la relance mondiale du nucléaire qu'ils espèrent. C'est clair chez EDF, qui a fondé sa stratégie internationale sur ce pari. Mais c'est également vrai pour le groupe présidé par Gérard Mestrallet, qui entend lui aussi s'imposer comme un poids lourd de l'atome. Le groupe, qui exploite des centrales en Belgique, est candidat à des projets en Bulgarie, aux Emirats arabes unis et bien sûr en France.

La concurrence entre les deux champions français pour le deuxième EPR souhaité par Nicolas Sarkozy, sera un élément clef de 2009. Avec, en toile de fond, des débats sur des plafonnements, ou des baisses, de prix de l'énergie. Le tout accompagné par la remise à plat des tarifs d'électricité menée par la commission Champsaur, qui rendra ses conclusions au printemps.

THIBAUT MADELIN


NUCLÉAIRE

Le marathon d'EDF pour arracher Constellation

**Retour sur les
COULISSES D'UNE
BATAILLE DE TROIS MOIS**
qui a permis à EDF
d'arracher finalement
l'américain
Constellation
au milliardaire
Warren Buffett.

PAR MARIE-CAROLINE LOPEZ

Une course contre la montre. Une fois surmontée l'intense contrariété de se voir souffler en vingt-quatre heures mi-septembre son partenaire Constellation par Warren Buffett, la direction d'EDF n'a pas tardé à voir la faille. Pour devenir définitif, le rachat de l'électricien américain sur lequel EDF avait jeté son dévolu pour constituer sa tête de pont dans la relance du nucléaire aux États-Unis devait être approuvé par l'assemblée générale des actionnaires le 23 décembre. « D'ici là, rien n'était joué », souligne un des protagonistes de la bataille qu'a menée discrètement pendant trois mois EDF de part et d'autre de l'Atlantique.

Avec cette date du 23 décembre en ligne de mire, une équipe pluridisciplinaire se met en place. Sept jours sur sept, de 15 à 16 heures, des membres des directions juridique et financière parisiennes affûtaient leurs armes lors d'une conférence téléphonique avec leurs avocats de chez Skadden Arps à Washington et à New York et leurs banquiers conseils de chez JP Morgan. « En cas d'urgence, la réunion était avancée à midi, heure de Paris, mais on préférait éviter car cela mettait les Américains de mauvaise humeur », se souvient un participant. Tous les scénarios ont été passés au crible. « Une contre-OPA était

envisageable puisqu'on savait que Warren Buffett s'est donné pour principe de ne jamais surenchérir », précise ce proche du dossier. D'autant plus envisageable que, profitant de la panique liée à la défaillance de Lehman Brothers, contrepartie de Constellation dans ses activités de trading, le milliardaire américain a réussi à mettre la main sur l'électricien pour 26,50 dollars par action. Pour une bouchée de pain car Constellation en valait 90 dollars un an avant. Infligeant au passage une sévère moins-value à EDF qui avait acquis 9,51 % du capital de Constellation à un cours moyen d'environ 65 dollars.

■ DÉTERMINATION

Mais le groupe français ne se lance pas dans une bataille boursière, un groupe étranger ne pouvant détenir plus de 50 % d'un opérateur nucléaire aux États-Unis. Cela ne l'empêche pas de tenter une surenchère en proposant, dès le lendemain de l'accord entre Warren Buffett et Constellation, une offre à 35 dollars l'action, en s'alliant pour l'occasion aux fonds d'investissement KKR et TPG. Le conseil d'administration de Constellation ne prend pas la peine de répondre. « Le spectre de la faillite avait plongé les dirigeants en plein désarroi. Ils avaient un accord signé avec Warren Buffett, une véritable icône aux États-Unis. Ils n'ont pas voulu lâcher la proie pour l'ombre », commente un proche du dossier. Destabilisés à leur tour par la crise financière, ses partenaires KKR et TPG jettent l'éponge.

Pas de quoi décourager Pierre Gadonneix, le président d'EDF, qui répète à ses troupes sa devise de joueur de tennis, « on court sur la balle tant qu'elle n'a pas touché terre une deuxième fois ». L'électricien tricolore continue à chercher d'autres associés financiers ou industriels afin de partager les risques et surtout de contourner la réglementation sur la détention des

centrales nucléaires. En vain. La crise commence même à faire douter de l'imminence de la relance du nucléaire aux États-Unis, perspective encore assombrie par l'élection de Barack Obama, donné peu favorable à l'atome. Seul encouragement pour Pierre Gadonneix : le mécontentement de plusieurs grands actionnaires institutionnels de Constellation, qui ne digèrent pas le prix auquel Warren Buffett a emporté l'affaire.

Ultime complication, le milliardaire américain a réussi à imposer au conseil d'administration de Constellation l'interdiction de dialoguer avec les partisans d'une offre concurrente à la sienne. Le 3 décembre, les séances quotidiennes de brainstorming téléphonique finissent par porter leurs fruits. L'électricien français transmet une ultime proposition, portant sur l'acquisition de 50 % des actifs nucléaires de Constellation, pour 4,5 milliards de dollars. « Faute de pouvoir parler aux administrateurs, nous avons transmis un contrat de 500 pages, pratiquement finalisé », précise un négociateur. Ce dernier a pu invoquer l'intérêt supérieur des actionnaires pour entamer les discussions le 8 décembre. « Nous avions prévu trois semaines de négociations, après l'annulation de l'assemblée générale. Constellation a exigé de négocier avant le 23 décembre », indique ce protagoniste.

■ PEU DE POINTS DE DÉSACCORD

Bilan : huit jours de négociations intensives. Les avocats des deux sociétés ayant des bureaux sur New York Avenue, à Washington, les délégations, composées de 6 personnes côté EDF et de 8 membres du management de Constellation, traversaient cette avenue plusieurs fois par jour. « Les documents de départ étant très complets, nous n'avions qu'une trentaine de points de désaccord au début », affirme ce membre de l'équi-

pe. Dès le jeudi 11 décembre, EDF présente son offre au conseil d'administration de l'américain. Celui-ci l'approuve officiellement le lundi 15 décembre. Entre-temps, EDF a dû rajouter une ligne de crédit

immédiate de 600 millions de dollars. L'accord est entièrement bouclé mercredi 17 décembre. La course-poursuite s'achève. Pierre Gadonneix va maintenant avoir le temps d'expliquer comment la volonté de participer à la relance du nucléaire aux États-Unis l'a amené à acquérir cinq réacteurs de 20 à 35 ans d'âge. ■



GILLES ROLLE/FRA

Pierre Gadonneix, le président d'EDF, a motivé ses troupes en répétant sa devise de joueur de tennis, « on court sur la balle tant qu'elle n'a pas touché terre une deuxième fois ».



► **BASSE-NORMANDIE**

**Le réacteur EPR
monte en puissance**

En Basse-Normandie, l'évolution la plus importante de l'année sera sans conteste la montée en puissance du chantier EPR (réacteur pressurisé européen). Le réacteur de troisième génération en construction à Flamanville (Manche) devrait être opérationnel en 2011, voire 2012, mais c'est cette année que le nombre de salariés devrait être le plus important, avec environ 2 500 personnes sur le site, d'ici au dernier trimestre.

La construction du réacteur proprement dite devrait être déjà très avancée à la fin de cette même année.



Énergie verte : les majors mieux armées pour 2009

Les grands groupes, surtout dans le solaire mais aussi dans l'éolien, **BÉNÉFICIENT D'UNE PRIME AUX LEADERS**. Dans un contexte difficile, certaines valeurs pourraient bien tirer leur épingle du jeu.

PAR CHRISTINE LEJOUX

ET OLIVIER PINAUD

Après une année boursière 2008 catastrophique pour les valeurs vertes (« La Tribune » du 31 décembre), toutes ne sont évidemment pas à jeter au panier en 2009 ! Ainsi, Oddo Securities conseille aux investisseurs de surpondérer l'industrie solaire dans leurs portefeuilles. En revanche, le bureau d'analyse est plus sceptique quant aux perspectives de l'éolien. Outre les problèmes de financement des investissements liés à la crise du crédit, qui frappent notamment le français Theolia, le secteur de l'éolien commence à ressentir des oppositions au niveau des politiques locales, en raison des nuisances visuelles et sonores provoquées par les parcs éoliens.

Cependant, selon une étude de la Société Générale, l'élection de Barack Obama — très favorable aux énergies renouvelables — à la présidence des États-Unis devrait tout particulièrement profiter à l'éolien. De bonnes nouvelles en perspective pour EDP Renovaveis et Iberdrola Renovables, très actifs outre-Atlantique. Iberdrola Renovables, justement, sur l'action duquel UBS a relevé le mois dernier sa recom-

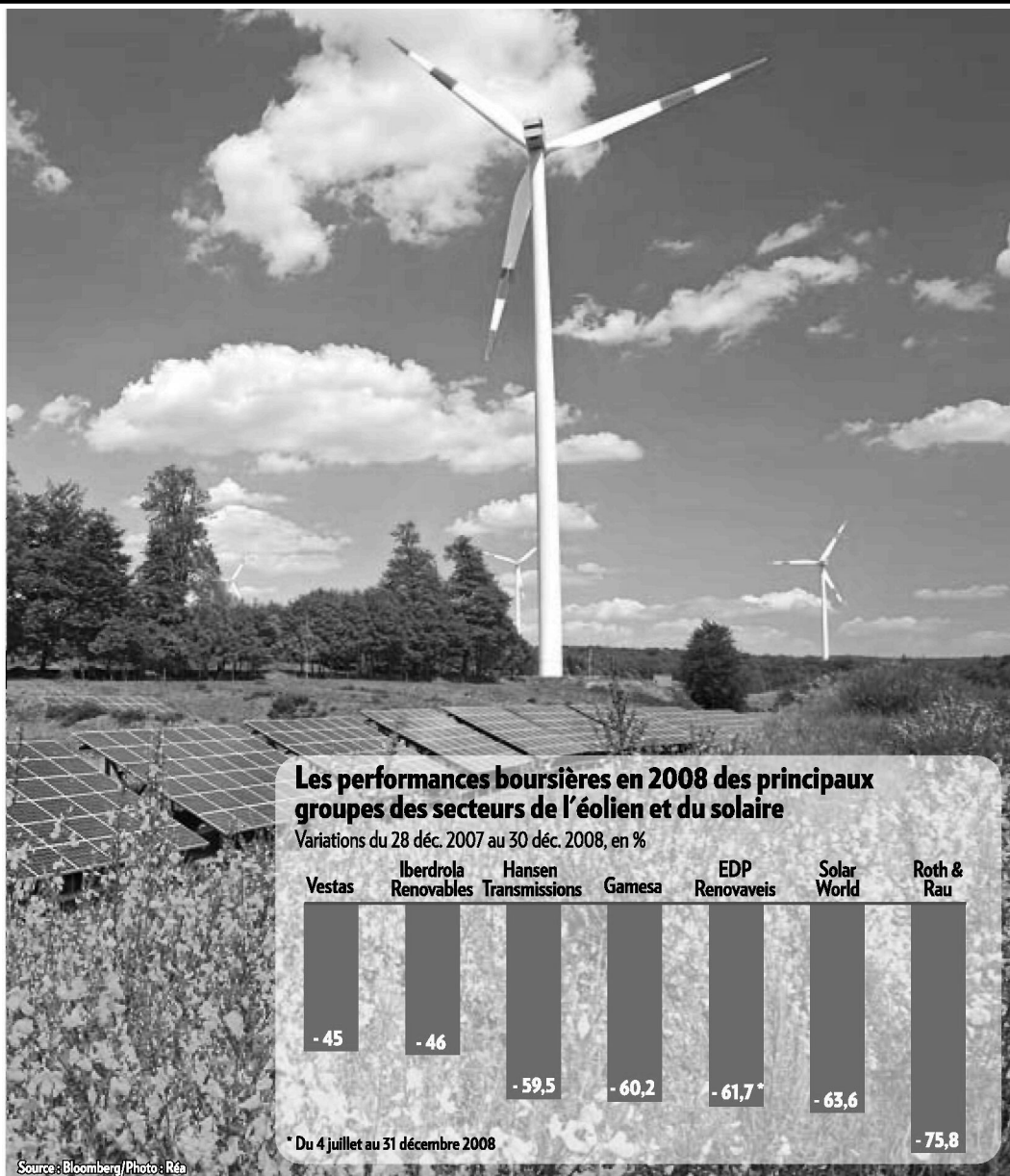
mandation, de « neutre » à « acheter », arguant de la baisse à venir des prix de matières premières comme le cuivre et l'acier. Une baisse qui compensera le renchérissement du coût de la dette, estime la banque. Gare, donc, à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Si des faillites ne sont pas à exclure cette année dans le domaine des énergies renouvelables, certaines valeurs vertes pourraient au contraire très bien tirer leur épingle du jeu. Selon Alexander Mronz, gérant du fonds Tocqueville BMG Environnement, « les sociétés les plus en amont de la chaîne de production sont à privilégier, car ce sont elles qui offrent la plus grande valeur ajoutée et qui ont le moins de risque d'être touchées par le ralentissement de l'économie ».

■ COMMANDES EN CHINE

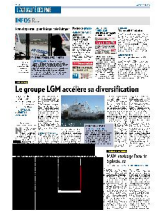
Le gérant évoque ainsi le belge Hansen Transmission, le spécialiste mondial des rotors pour turbines éoliennes, la pièce la plus technique de la machine. Mais aussi l'allemand SolarWorld qui, en plus de son positionnement dans la chaîne de valeur des panneaux solaires, dispose de 800 millions d'euros de trésorerie. La prime bénéficie toujours aux premiers mondiaux. Vestas et Gamesa font ainsi figure de valeurs favorites pour Oddo Securities. Vestas n'est autre que le numéro un mondial *de

l'éolien. Pas plus tard que vendredi dernier, le cours du danois a d'ailleurs grimpé de près de 7 % en séance, le groupe ayant décroché en Chine une commande de 116 turbines éoliennes, pour une puissance totale de 100 mégawatts. Quelques jours plus tôt, c'était l'espagnol Gamesa qui remportait un contrat de 295 mégawatts, en Chine toujours.

Dans le solaire aussi, mieux vaut disposer de parts de marché conséquentes et de bilans solides pour affronter les prochains mois. Exit donc les derniers arrivés sur le secteur, à savoir les jeunes pousses asiatiques. À l'inverse, en plus de SolarWorld, l'allemand Roth & Rau, également en situation de trésorerie nette, est à privilégier, d'après une récente étude du bureau d'analyse CM-CIC. Les analystes de JP Morgan, eux, avouent leur préférence pour les américains First Solar et SunPower. Non seulement ces deux groupes sont bien implantés sur le marché et affichent des bilans solides, mais ils bénéficient en outre de faibles coûts fixes. CM-CIC range en revanche dans la catégorie des proies les allemands Solar-Fabrik et Conergy. La dette nette de ce dernier représente près de 1.000 % de ses capitaux propres ! ■



**Pour l'éolien
comme pour
le solaire, mieux
vaut disposer
de parts de mar-
ché conséquentes
pour affronter les
prochains mois.**


SOLAIRE

Q-Cells sous haute surveillance

Le leader mondial allemand des cellules photovoltaïques a douché le marché en décembre. **IL SERA TRÈS ATTENDU CETTE ANNÉE SUR SES OBJECTIFS RÉVISÉS À LA BAISSE** et que certains jugent difficiles à atteindre.

LE LEADER MONDIAL de la fabrication des cellules photovoltaïques, Q-Cells, sera sans doute la société du secteur la plus étroitement observée par les investisseurs cette année. Il faut dire que ce groupe basé dans le Saxe-Anhalt, en ex-RDA, ancien enfant chéri des marchés, a refroidi tout le monde au début du mois de décembre en révisant ses prévisions pour 2008 et 2009 alors que moins d'une semaine plus tôt son président, Anton Milner, pouvait encore assurer que son groupe était « peu touché par la crise ».

Il n'en sera finalement rien. Q-Cells a dû reconnaître que sa production de cellules devrait reculer de 20 % cette année, ce qui devrait limiter la croissance du chiffre d'affaires de Q-Cells à un montant compris entre 1,75 et 2,25 milliards d'euros, soit toutefois un minimum de croissance de plus de 40 %, ce qui serait autant qu'en

2008. Or c'est bien sur ce point que sera attendu le groupe allemand. Car bien des analystes estiment désormais que ce chiffre est bien trop ambitieux, et chez UBS, par exemple, on juge qu'un nouvel avertissement sur les ventes et les résultats de Q-Cells est « pratiquement inévitable ». Chez JP Morgan,

on « ne croit pas » non plus à cette croissance affichée pour l'année qui commence. Pour la direction de Q-Cells, dont le dernier avertissement a déjà lourdement entaché la crédibilité,

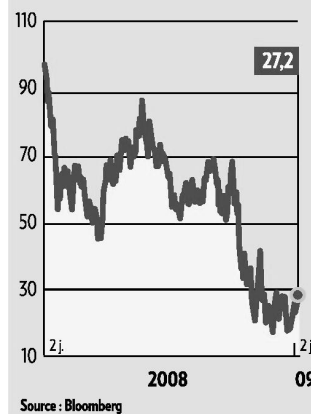
le défi de 2009 sera donc d'abord de tenir ses nouvelles promesses.

Et la tâche ne sera pas aisée

LES DIFFICULTÉS DE FINANCEMENT FRAPPENT DE PLEIN FOUET LES PROJETS EN COURS.

L'action Q-Cells

En euros, à Francfort



Source : Bloomberg

car l'environnement industriel est lourd. Alors que la baisse du prix du pétrole réduit la compétitivité du solaire, les difficultés de financement frappent de plein fouet les projets en cours. Bref, le secteur solaire est touché par le « credit crunch », et les installations nouvelles sont re-

poussées à plus tard. C'est d'ailleurs la raison principale du changement de ton de Q-Cells en début d'année. Mais une autre menace guette, conséquence de cet état de fait : la surcapacité et son corollaire, la baisse des prix. Le président de Solarworld estimait récemment que le prix des modules solaires devrait reculer de 10 % en deux ans. Si Q-Cells estime que la tendance à moyen terme du marché n'est pas remise en cause, la dernière chance du groupe pour sauver sa crédibilité et ses comptes repose peut-être sur les projets de la nouvelle administration américaine de développer les énergies renouvelables.

Chez JP Morgan, on reconnaît qu'un changement substantiel de l'aide à l'énergie solaire pourrait « éclaircir » le sombre tableau de 2009. Bref, comme bien d'autres, Q-Cells n'a plus qu'à espérer en Barack Obama... **ROMARIC GODIN, À FRANCFORT**



ÉLECTRICITÉ. L'autorité italienne de la concurrence a condamné 9 sociétés de distribution de gaz et d'électricité, dont Enel et ENI, à 1,2 million d'euros d'amendes pour publicité mensongère sur leurs tarifs.

MARCHE

Energie ♦ Les mythes de l'indépendance française démontés par l'expert Mycle Schneider :

«Le nucléaire a conduit à une perversion du système électrique»

Avec l'hiver vient la saison du chauffage. Au bois, au gaz, au fioul, mais aussi au radiateur électrique, ce qui a le don de faire grimper

les consommations en période de pointe. Comme chaque fois en cette période de l'année, ces pics de consommation imposent d'importer de l'électricité venue d'Europe. Et celle-ci, produite à partir d'énergies fossiles, n'est pas faiblement émettrice en CO₂. Mycle Schneider est consultant international en matière d'énergie et de nucléaire. Il vient de rendre un rapport au Parlement européen sur le mythe de la politique énergétique française.

Quel est l'impact de la vague de froid sur les consommations électriques françaises ?

En hiver, la puissance électrique appelée est presque trois fois plus élevée le jour le plus chargé que le jour le moins chargé de l'été. On a donc besoin des vieilles centrales au fioul, dont EDF vient de remettre 2 600 mégawatts en service, parce qu'on manque cruellement d'électricité de pointe. Depuis 1990, la part des énergies fossiles dans l'électricité a crû de près de 25%. En parallèle, les importations de courant, essentiellement à base d'énergies fossiles, ne cessent d'augmenter. La France est ainsi devenue importatrice nette de courant charbon allemand.

Mais l'électricité française est faiblement émettrice en gaz à effet de serre...

C'est vrai, les émissions totales par habitant de gaz à effet de serre en France sont – encore – plus faibles que chez nos voisins. Mais elles varient fortement d'une année à l'autre en fonction du climat et on n'identifie plus de baisse structurelle depuis longtemps. En

fait, en 2005, les émissions de CO₂ dues à la production publique d'électricité et de chaleur étaient de 5% supérieures à 1990, pour se trouver en 2006 à 2% en dessous du niveau de 1990. Le rôle du nucléaire y est complexe. Le système nucléaire, et les surcapacités qu'il a engendrées, a conduit à une perversion du système électrique. On a massivement introduit le chauffage électrique parce qu'EDF avait des kilowattheures à vendre, ce qui a conduit à une augmentation du recours aux combustibles fossiles. Le contenu en CO₂ du kWh pour les besoins du chauffage électrique se situe entre 500 et 600 grammes, soit environ trois fois les émissions d'un chauffage central au gaz.

Le recours au nucléaire augmenterait les émissions de CO₂ dans l'électricité ?

Indirectement, par effet systémique, surtout pour tout nouveau projet. L'investissement dans le nouveau réacteur EPR augmentera ainsi les émissions car si on investissait les 4 milliards d'euros nécessaires à sa construction dans l'isolation de l'habitat existant, on éviterait réellement des émissions.

Vous assurez qu'en dépit du nucléaire, la France n'est pas indépendante du point de vue énergétique.

Pourquoi ?

En France, le premier programme électronucléaire massif a été lancé en 1974, après le premier choc pétrolier. Le but affiché était de rendre le pays indépendant vis-à-vis du pétrole. C'était déjà un mythe à l'époque car l'électricité ne représentait alors que 12% de la consommation de pé-

trole en France. En 2007, après trente-cinq ans de nucléaire en France, la consommation de pétrole par habitant – 1,5 million de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep) – était plus élevée que la moyenne de l'Union européenne, alors que la consommation en Italie, qui a arrêté le nucléaire, et en Allemagne, était de 1,4 Mtep. Les autres secteurs comme le résidentiel, et surtout les transports, consomment la plus grande partie du pétrole et cette consommation n'a pas cessé d'augmenter depuis 1973. Le système électrique est incroyablement inefficace : entre l'énergie primaire, contenue dans l'uranium ou le charbon, et l'énergie finale utilisée sous forme de kilowattheure, les trois quarts sont perdus dans le réseau de distribution.

Et alors ?

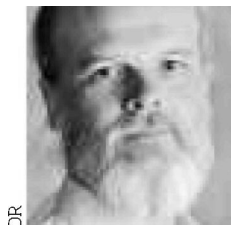
Il faut calculer le taux d'indépendance sur la base de l'énergie finale, le quart restant utilisé par les consommateurs, et non sur la base de l'énergie primaire. Cet ajustement simple divise par deux le taux officiel de 50% d'indépendance énergétique affiché par le gouvernement. En outre, il faut rappeler que la totalité de l'uranium utilisé dans les centrales est importée. Ce qui n'est pas pris en compte. Aujourd'hui, on peut estimer l'indépendance énergétique française à environ 8%.

Quels seraient les principes d'une bonne politique ?

Elle devrait fournir des services énergétiques (c'est-à-dire le chaud, le froid, la lumière ou la mobilité) bon marché, propres et durables. Et ces services énergétiques intelligents devraient conduire à une baisse draconienne de nos consommations. Aujourd'hui, en France, la politique entamée ne laisse pas entrevoir comment atteindre les objectifs fixés par

la loi: à savoir de réduire de 80% les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050.

Recueilli par ► **LAURE NOUALHAT**



DR



Visualisation de l'empreinte lumineuse européenne. Par grand froid, «la France manque cruellement d'électricité de pointe». PHOTO NASA, AFP

Une précarité énergétique en hausse

«Trois millions de Français ont froid l'hiver», selon l'Agence nationale de l'habitat. Ainsi, un kilowattheure bon marché ne conduit pas automatiquement à une facture énergétique modérée. Un nombre élevé de ménages ne peut plus payer cette facture. EDF estime même à 3 millions - ou 10 % -, le nombre des ménages se trouvant dans une situation énergétique précaire. 500 000 ménages ont accès au tarif de première nécessité (TPN), introduit en 2005, et 300 000 ménages reçoivent le soutien du fonds de solidarité d'EDF. Les demandes d'assistance augmentent de 15 % par an et les dépenses cumulées, estimées entre 150 millions et plus de 200 millions d'euros par an, assèchent les fonds sociaux régionaux et la Caisse d'allocations familiales.

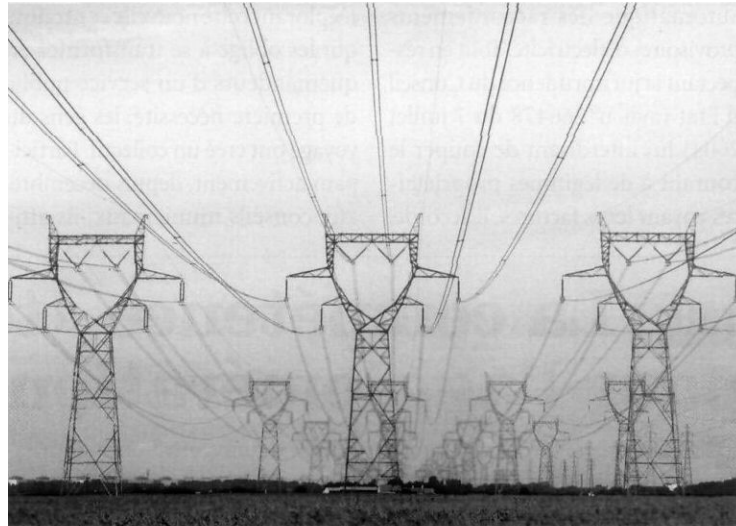
ACTUALITÉ

ÉNERGIE Les maires et RTE veulent une relation «plus sereine»

Instituer une culture du dialogue, du partage, ce qui est tout à fait nouveau... Voilà, résumé par le président de l'Association des maires de France (AMF), Jacques Pélissard, l'esprit de la convention de partenariat signée le 17 décembre entre l'AMF et le gestionnaire du Réseau de transport d'électricité (RTE).

«La qualité de l'information des maires, relais d'opinion cruciaux auprès des populations, est essentielle», a insisté le président du directoire de RTE, Dominique Maillard, en rappelant que 18 000 communes sont traversées par le réseau électrique, «de manière jugée trop visible par certains».

Champs électromagnétiques. Souhaitant «plus de sérénité» dans les relations entre les uns et les autres, le Réseau de transport d'électricité s'engage, par exemple, à mieux informer les élus sur le sujet de



Les projets d'implantation de lignes électriques haute tension feront, eux aussi, l'objet d'une meilleure information.

plus en plus sensible des champs électromagnétiques, «parce que tout le monde n'est pas familier avec le microtesla». Les projets d'implantation de lignes électriques haute tension feront, eux aussi, l'objet d'une meilleure information.

Transparence et vulgarisation : l'intention est affichée clairement. «Nos intérêts sont convergents», assure Jacques Pélissard. Les échanges parfois aigres sur le terrain ne donnent pas toujours cette impression.

Olivier Schneid

D O S S I E R - LES GRANDS ENJEUX POUR 2009

Energies renouvelables La feuille de route tracée pour 2020

Anticipant le « paquet énergie climat », adopté mi-décembre, le Grenelle fixe un objectif de 23 % d'énergies renouvelables en 2020.

En octobre, avec quelques semaines d'avance sur le calendrier communautaire, la France avait déjà inscrit, dans le projet de loi Grenelle 1, l'objectif de 23 % d'énergies renouvelables dans son bilan énergétique en 2020 (contre 8,5 % en 2005).

Programme pluriannuel. Par rapport à 2006, la production devra passer de 17 à 37 millions de tonnes équivalents pétrole (Mtep). La biomasse et l'éolien assureront 80 % (16 Mtep) de ce gain. Selon l'Ademe, les énergies renouvelables pourraient représenter un marché de 24 milliards d'euros et



Toutes les collectivités – et non plus les seules communes – pourront vendre à EDF le courant issu de sources renouvelables. La centrale photovoltaïque d'une puissance de 14,4 kWc du lycée du Grésivaudan, à Meylan (Isère).

120 000 emplois en 2012. Le Syndicat des énergies renouvelables évoque 230 000 emplois à l'horizon 2020. La programmation pluriannuelle des investissements précisera

les objectifs de chaque filière. Prévus par le Grenelle 2, les « schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie », qu'élaboreront conjointement l'Etat et les régions, la traduiront

au plan territorial. Ces documents seront pris en compte pour l'attribution des aides du « fonds chaleur renouvelable », instauré par la loi de finances pour 2009 et doté d'un milliard d'euros de 2009 à 2011. L'outil, dont le budget annuel avoisinera, à terme, les 800 millions d'euros, soutiendra la production de 5,5 Mtep supplémentaires d'ici 2020. Côté électricité, le Grenelle 2 envisage d'intégrer les éoliennes aux installations classées pour la protection de l'environnement. Ce projet « est vécu comme un risque de déstabilisation », note le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo. On va trouver avec le Parlement un système ad hoc de concertation approfondie. »

Laurence Madouli

LA GAZETTE EN A PARLÉ

● « Energies renouvelables : la production décentralisée doit doubler d'ici 2020 », le 17 novembre 2008, p. 10.



Diagnostic électrique obligatoire dans les transactions immobilières

Un diagnostic électrique est obligatoire, à partir du 1er janvier, pour toutes les transactions immobilières des logements où l'installation intérieure d'électricité a été réalisée depuis plus de quinze ans. Valable trois ans, ce contrôle de sécurité électrique devra être réalisé sur les équipements fixes situés en aval du disjoncteur de branchement, par un diagnostiqueur certifié. Il portera sur 89 points de contrôle (coupure d'urgence, prise de terre, dispositifs différentiels, protection contre les surintensités, respect des zones de sécurité dans les salles de bain, etc.) dans le but de déceler les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des occupants. Selon Agenda, l'un des plus importants réseaux de diagnostiqueurs, *«en France plus de la moitié des logements construits avant 1974 ne dispose pas d'une installation électrique répondant aux règles élémentaires de sécurité»*. *«Sur les 250.000 incendies déclarés chaque année, un tiers est d'origine électrique, alors que l'on déplore, sur la même durée, 100 décès par électrocution»*, précise-t-il dans un communiqué. Ce nouveau diagnostic vient allonger la liste, déjà longue, de ceux qui sont obligatoires pour toute transaction immobilière: plomb, amiante, termites, performance énergétique et les installations de gaz.



Crise du gaz: l'Europe en quête d'alternatives

ÉNERGIE

Tout en ménageant Moscou, l'Union européenne réfléchit à des solutions pour réduire sa dépendance énergétique.

De l'un de nos correspondants à Bruxelles

AU QUATRIÈME jour de la guerre du gaz opposant la Russie et l'Ukraine, l'Union européenne, principale victime du conflit commercial, redécouvre sa fragilité à l'égard du géant russe Gazprom, qui, via le territoire ukrainien, alimente en énergie près d'un quart des ménages européens.

À Bruxelles, où a lieu aujourd'hui une réunion extraordinaire des ambassadeurs des Vingt-Sept, on estime « *déraisonnable de mettre ses œufs dans le même panier* », en confiant le sort de la politique énergétique européenne au pouvoir russe. Pour l'instant, l'UE évite de braquer son puissant voisin en espérant que cette dispute bilatérale se réglera d'elle-même avant le Noël orthodoxe, le 7 janvier. Mais ses responsables sont échaudés. Après avoir une première fois fermé le robinet du gaz à l'Ukraine, en janvier 2006, la Russie prend encore en « *otages* » les consommateurs européens. « *Si ce genre de situation devait se reproduire à nouveau, la question de la diversification de nos sources d'approvisionnement énergétique se pose-ra* », menace une porte-parole de

la présidence tchèque. Prague attend de Moscou, comme de Kiev, qu'il « *conserve sa réputation de fournisseur fiable* » de l'UE. Les 27 ministres des Affaires étrangères débattront de ce sujet le 8 janvier.

Sans attendre, la Commission européenne réfléchit à des solutions alternatives permettant à l'UE de réduire sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie. Les autorités communautaires courtisent la Norvège, qui assure déjà 15 % de la consommation européenne, et, dans une moindre mesure, l'Algérie. Par ailleurs, le président de l'exécutif européen, José Manuel Barroso, a récemment reçu le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, afin de renforcer la coopération énergétique avec Bagdad. Bruxelles sponsorise la construction du gazoduc Nabucco, qui serait branché sur des champs proches de la mer Caspienne et alimenterait le sud de l'Europe centrale et l'Autriche. Pour sa part, la Pologne réfléchit à la construction d'un terminal gazier alimenté par des gisements de la mer du Nord.

Les États baltes en première ligne

Les nouveaux États membres de l'UE, en particulier les Pays baltes qui importent 100 % de leurs besoins en gaz de Russie, sont les premiers à soutenir ces initiatives. La Lituanie accuse régulièrement Moscou de bloquer, pour des raisons politiques, ses approvisionnements pétro-

liers. Les trois États baltes cherchent à développer leurs propres interconnexions énergétiques. En revanche, l'Allemagne, la France ou l'Italie, encouragés par leurs compagnies nationales, proches de Gazprom, s'inquiètent de ces velléités d'indépendance. Ils nourrissent des doutes à l'égard du projet Nabucco, estimant que ce dernier manque de **producteurs fiables : l'Iran pour-rait en faire partie**, mais le régime des mollahs inspire peu de confiance. L'Ouzbékistan aussi, mais cette république du Caucase a récemment démenti tout intérêt pour le marché européen. L'Allemagne est associée avec la Russie dans un autre projet de gazoduc, Nord Stream, sous la Baltique. « *Les réserves de gaz les plus importantes se trouvent en Russie. Il ne faut pas oublier ces données fondamentales en donnant de mauvais signaux aux Russes* », insiste un responsable de Suez-Gaz de France.

La République tchèque, qui préside l'UE, s'efforce de concilier les intérêts des deux camps. L'ancien satellite de l'Union soviétique, dont le territoire est directement alimenté par le gaz de transit ukrainien, est une des premières victimes du conflit. Mais Prague s'efforce de taire sa méfiance naturelle à l'égard de Moscou et de cadrer un débat potentiellement dévastateur pour l'unité de l'Europe.

PIERRE AVRIL

Moscou accuse Kiev de « pomper » du gaz russe

■ L'Ukraine et la Russie se sont renvoyé hier la responsabilité des perturbations observées dans l'approvisionnement en gaz du reste de l'Europe. Moscou a appelé l'UE à surveiller le transit de gaz russe à travers l'Ukraine, espérant ainsi démontrer que la compagnie nationale ukrainienne Naftogaz « *volait* » une partie du gaz destiné à l'Europe. Kiev

dément de son côté avoir pompé, comme l'accuse Gazprom, l'équivalent de 25 millions de mètres cubes au cours des dernières 24 heures. Elle accuse le géant russe de ne pas injecter suffisamment de combustible de substitution dans ses tuyaux pour ses clients européens. Selon Kiev, l'Europe pourrait subir des ruptures d'approvisionnement d'ici à

dix jours. Déjà, la République tchèque a observé une baisse de 5 % de ses livraisons (- 10 à - 15 % pour la Bulgarie). En revanche, l'Autriche, qui abrite une importante plate-forme d'interconnexion, n'a relevé aucune modification. L'Europe minimise les risques en affirmant disposer de trois à six mois de stocks de gaz.

P. A.

ÉNERGIE Les consommateurs d'Europe de l'Ouest peu menacés

Kiev et Moscou s'enlisent dans leur querelle sur le gaz

QUATRE JOURS après l'interruption des livraisons de gaz russe à l'Ukraine, les négociateurs n'ont guère avancé dans le règlement de ce conflit, qui passe par un accord sur un prix pluriannuel du gaz. Les

silloné l'Europe ce week-end pour rejeter sur l'autre la responsabilité d'une baisse de l'approvisionnement constatée en Europe centrale et orientale. Si ce nouveau blocage menace la crédibilité de la

tique car ses principaux pays ont diversifié leurs apports, ramenant la part du gaz russe de 75 % à 40 % seulement en quelques années. Et les stocks sont élevés cet hiver.

UKRAINE-RUSSIE

Russes et Ukrainiens tardent à résoudre leur conflit gazier et se renvoient la responsabilité des premières réductions d'approvisionnement de pays d'Europe de l'Est. Les consommateurs d'Europe de l'Ouest ne sont pas menacés immédiatement par cette crise.

Pas d'avancée dans le règlement du conflit gazier entre Kiev et Moscou

Au quatrième jour d'interruption de l'approvisionnement du gaz russe destiné à l'Ukraine via un gazoduc fournissant parallèlement le quart des besoins gaziers européens, Kiev et Moscou ne semblaient pas progresser hier dans le règlement de leur différend. Les deux parties s'appelaient seulement à une reprise des négociations afin d'apurer un contentieux financier d'environ 2 milliards de dollars et signer un accord pluriannuel sur la fourniture de gaz qui permettrait d'éviter à l'avenir ce psychodrame devenu rituel début janvier.

Leurs émissaires ont sillonné l'Europe tout le week-end pour convaincre leurs partenaires européens de leur bonne foi. Le monopole semi-public de gaz russe, Gazprom, a ainsi souligné qu'il fournissait les quantités commandées par ses clients européens et a estimé que, si des baisses de pression étaient constatées dans les pipelines, c'était parce que Kiev volait du gaz en transit, pour un volume estimé à 35 millions de mètres cubes par jour. Une « violation de ses obligations en tant que pays transitaire », a tempêté hier le vice-président de Gazprom, Alexandre Medvedev, qui doit avoir des entretiens aujourd'hui à Paris et à Londres, après une tournée à Prague et à Berlin.

L'Ukraine, pour sa part, affirme respecter scrupuleusement ses obligations et accuse la Russie d'avoir réduit ses livraisons d'un volume supérieur afin de manipuler l'opinion publique européenne. Une délégation ukrainienne menée par le ministre de l'Énergie, Iouri Prodan, a défendu vendredi son point de vue devant le Premier ministre tchèque, Mirek Topolánek, chargé de la présidence tournante de l'Union, avant de se rendre à Berlin. Kiev a averti hier que, si Moscou ne livre pas plus de gaz qu'actuellement, « dans environ dix jours il peut y avoir des problèmes technologiques très graves » en raison d'une baisse de pression.

Diversification

L'Union européenne ne s'implique pas dans ce conflit, qui ne menace pas immédiatement sa capacité à se chauffer ou à faire tourner ses usines. En effet, ses stocks sont actuellement élevés. Et les principaux pays européens, France, Allemagne, Italie, ont diversifié ces dernières années leurs approvisionnements en gaz (lire ci-dessous), à l'inverse toutefois des pays d'Europe centrale et orientale. Ces derniers ont commencé à sentir ce week-end la réduction de gaz russe qui leur est destiné. La Pologne a

constaté samedi une baisse de 11 % des livraisons par rapport aux volumes contractuels, un recul compensé par des livraisons via la Biélorussie. La Roumanie a vu ses livraisons baisser de 30 % et la Bulgarie de 10 à 15 %. La présidence tchèque de l'Union européenne s'est bornée à appeler les deux parties à résoudre elles-mêmes leur conflit au plus vite. « Nous refusons de prendre parti dans la dispute, c'est un différend commercial, nous ne connaissons pas tous les détails de tous les contrats qui sont confidentiels », a déclaré hier le vice-Premier ministre tchèque, Alexandr Vondra, qui a ajouté que « c'est la renommée de Gazprom qui est en jeu en tant que fournisseur fiable. C'est aussi la renommée de l'Ukraine en tant que pays de transit du gaz naturel ». Gazprom a annoncé qu'il allait déposer plainte auprès du tribunal international d'arbitrage de Stockholm, ce que compte faire également l'importateur ukrainien, Naftogaz. Ceci constituerait une alternative civilisée à l'interruption soudaine de livraisons ou à leur détournement, peu conformes aux usages internationaux du secteur du gaz.

YVES BOURDILLON

Lire également l'éditorial de Jean-Marc Vittori page 8.

Moscou cherche de nouvelles voies de transit

Gazoducs. Si les Européens ont cherché à réduire leur dépendance envers le gaz russe ces dernières années, Moscou envisage de faire de même pour moins dépendre du transit via un ex-pays frère, l'Ukraine. En effet, les trois quarts environ du gaz que la Russie vend actuellement à l'Union européenne, de loin son principal client, passent par Kiev. Le conflit actuel devrait donc conduire la Russie à rechercher de nouvelles routes d'exportation pour son pé-

trole, selon l'expert russe Valeri Nesterov, de la société d'investissement Troika Dialog. Moscou place notamment ses espoirs dans deux gazoducs sous-marins, le premier, le North Stream, devant acheminer du gaz à travers la mer Baltique vers l'Allemagne et les Pays-Bas, le second, le South Stream, approvisionnant par la mer Noire la Bulgarie, l'Italie et l'Autriche. Le projet South Stream, que la Russie développe avec le géant italien ENI, pourrait

s'avérer délicat, non seulement parce qu'il passe à travers la zone économique ukrainienne, mais aussi en raison de la concurrence d'autres fournisseurs potentiels de gaz comme l'Egypte et l'Irak, estiment les analystes. De son côté, Nord Stream, un projet commun du russe Gazprom et des allemands BASF et E.ON, a été critiqué par la Pologne et les Etats baltes inquiets de son impact éventuel sur l'environnement et qui y voient aussi la volonté de Mos-

cou de contourner des pays particulièrement méfiants à l'égard du Kremlin. La construction du gazoduc North Stream doit démarrer en 2009 et s'achever fin 2011. La Russie peut aussi chercher à augmenter la part que représentent la Chine et le Japon dans ses débouchés gaziers, ce qui s'avère aussi délicat ; comment construire un gazoduc vers l'une de ces puissances économiques sans donner l'impression de la favoriser aux yeux de son rival en Asie ?